

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Marée noire

PREMIERE CONDAMNATION

L'Union fédérale des consommateurs est condamnée à un million de centimes de dommages et intérêts pour avoir appelé au boycott des produits Shell. La cargaison Dutch-Shell, ce qui est bien différent pour la justice des patrons, Shell ou Royal Dutch Shell, c'est le même pétrole. Nous y reviendrons dans notre journal de demain.

camarades communistes

FAITES MARCHER VOS PROPRES TETES !

Par Jacques Jurquet

Voir page 3

Editorial

Marée noire

La 2e vague

Lundi après-midi, vers 18 h, les techniciens ont enlevé l'antenne de FR3 qui était sur le clocher de l'église de Ploudalmezeau. Les conférences de presse quotidiennes tenues par les responsables du plan Polmar depuis le naufrage se sont arrêtées lundi.

Le vent a entraîné le pétrole un peu au large des côtes. La nappe s'est aussi étalée et donc se voit moins. Les volontaires ont réussi, ici ou là, à enlever le gros du pétrole. Déjà, vendredi dernier, Becam avait déclaré : « On a le sentiment qu'on est peut-être (je dis bien peut-être) en train de reprendre le dessus ».

Alors la marée noire, ce serait fini ?

A Portsall, il y a encore des zones d'accumulation de pétrole sur les plages. Nous avons vu des équipes de soldats travailler, des jeunes aussi. Les vents ont un peu dispersé la nappe mais d'autres vents peuvent la ramener sur les côtes. Il faudra voir aussi le résultat de la marée du 5 avril un peu plus forte que les précédentes. Dire que la nappe s'est dispersée, c'est aussi dire que la mer est recouverte d'un mince film de pétrole qui étouffe toute vie.

A terre, ça se compliquerait plutôt. Les déchets sont accumulés dans d'énormes fosses puantes creusées dans la dune où le pétrole s'infiltré. Sur certaines plages, il en va de même : le pétrole s'est infiltré jusqu'à 10 mètres de profondeur. A Brest, les autorités ne savent plus quoi faire avec les stocks de goémon mort. A Portsall, on trouve un peu partout dans les rues des cuves pleines de pétrole et de déchets.

« Ne pas acheter breton, c'est assassiner la Bretagne », ce slogan est du sinistre Becam. En effet, le marché des crustacés, poissons et même légumes bretons a connu une chute énorme.

Une fois de plus, il faut le dire : même si quelques plages peuvent être propres en apparence, la marée noire n'est pas finie.

Les indemnités se font attendre. Les syndicats de marins-pêcheurs négocient pied à pied avec le gouvernement. Les pêcheurs n'ont reçu à ce jour que l'acompte symbolique de 1 244 F pour deux semaines.

On ne sait toujours pas évaluer avec précision sur combien d'années s'étendra le manque à gagner par la destruction de la faune et de la flore marines. Les paysans savent que leurs tonnes à lisier (pompes) qu'ils ont utilisées seront rongées par le mélange d'eau de mer et de pétrole, tout comme les pneus des tracteurs.

C'est une autre marée noire qui s'avance : celles des conséquences économiques. C'est une deuxième vague de catastrophes moins spectaculaire que la première. Ce que chacun sait au plus profond de lui-même devient de plus en plus concret : l'État et les grandes sociétés qu'il protège sont responsables. A eux de payer !

Les marins-pêcheurs, les goémoniers, les ouvriers des industries adjacentes, les paysans ont posé leurs revendications. Au gouvernement de répondre. (Brest - De notre envoyé spécial)

Nouveau gouvernement

LE MEME !

Les beaux discours s'envelopaient en fumée. Giscard, quelques jours après le deuxième tour des législatives, avait parlé « d'ouverture sociale » du prochain gouvernement. Personne n'était dupe, mais la réalité dépasse ce que l'on a pu envisager.

Vendredi dernier, Barre était reconduit pour diriger un troisième gouvernement. Mercredi, en examinant la composition du nouveau gouvernement, on se sou-

vient de ces paroles de Giscard d'Estaing : « Il existe des choix de personnes qui peuvent symboliser l'ouverture ».

Le troisième gouvernement Barre est pareil au deuxième. L'essentiel des portefeuilles ministériels n'ont pas changé de main.

« L'ouverture » peut être symbolisée par un des six nouveaux ministres, André Giraud, nommé à l'Industrie.

Ce monsieur est l'un des

hommes du grand capital, responsable de la réorientation stratégique de l'industrie française depuis cinq ans, notamment dans le secteur de l'énergie nucléaire.

Ancien responsable du Commissariat à l'énergie atomique, Giraud symbolise la politique du « tout nucléaire », politique au service de groupes monopolistes bien connus, comme Creusot-Loire par exemple.

L'« ouverture » existe donc bien, mais pas dans le sens qu'avait démagogiquement fait miroiter Giscard.

La politique à venir du prochain gouvernement, le troisième plan Barre seront donc conformes à celle connue jusqu'à présent. Il ne fallait pas en attendre moins d'une majorité reconduite. Le changement, même de façade, devient vraiment difficile. Les politiciens professionnels viendraient-ils à manquer ?



Jeudi 6 avril à 18h30

Place Denfert Rochereau

Manifestation anti-marée noire

• Zimbabwe

Nkomo, dirigeant du Front patriotique a déclaré mardi à Lusaka que les unités d'élite de l'armée rhodésienne assassinaient actuellement en moyenne douze Rhodésiens noirs chaque jour.

Au cours d'une conférence de presse, il a ajouté que le gouvernement rhodésien avait lancé une nouvelle vague de terrorisme pour éliminer tous les Noirs opposés au règlement interne signé entre Smith, Premier ministre du gouvernement raciste et trois personnalités noires qui ont accepté de participer à une mascarade dont le but est de perpétuer le régime.

• Portugal Forte augmentation des prix

Après les fortes augmentations allant de 25 à 50 % des tarifs des services publics comme l'eau, le gaz, l'électricité et les transports, après la prévision d'augmenter les impôts de 20 %, le gouvernement portugais va augmenter fortement les prix des produits de première nécessité de l'ordre de 20 à 25 %. Rappelons que les salaires sont toujours gelés.

Le peuple portugais a déjà réagi aux premières mesures, en particulier les femmes qui ont manifesté dans différentes villes du Portugal, la police est intervenue à diverses reprises contre elles. De nouvelles et plus amples manifestations sont à prévoir prochainement à la suite de l'augmentation des produits de première nécessité. Notons que toutes ces mesures d'austérité du gouvernement concernent au premier plan les plus défavorisés. Soares, socialiste, au Portugal ou Barre en France, ce n'est pas très différent.

**AFFICHEZ
L'H.R.**



• Italie

Des lois d'exception sous couvert de lutte contre le terrorisme

Différentes mesures dites antiterroristes ont été adoptées en Conseil des ministres en Italie depuis le rapt d'Aldo Moro. En fait, l'utilisation qui a, d'ores et déjà, été faite de ces mesures montre nettement qu'elles ne peuvent en rien permettre de retrouver le politicien disparu, mais qu'elles sont bel et bien un train de mesures exceptionnelles destinées à renforcer le pouvoir de l'État et de la police à une heure où le chômage et la crise atteignent, en Italie, un niveau sans précédent.

Depuis le début de la semaine, les perquisitions succèdent aux arrestations. Leur point commun est qu'elles ne visent en rien des gens qui pourraient être soupçonnés d'avoir enlevé Aldo Moro. Ce sont pour l'instant les milieux d'extrême-gauche qui sont la cible préférée de ces mesures policières. Plusieurs centaines de militants d'extrême-gauche ont été interpellés lundi dernier à leur domicile à la suite d'une vaste opération qui avait mobilisé aussi bien la police que l'armée.

Quarante d'entre eux ont été arrêtés sous différents prétextes, notamment pour « association subversive ». L'imprimerie du journal « Nuova Unità » a été perquisitionnée ainsi que l'appartement d'un militant marxiste-léniniste du PMLI. Le journal « Il Bolševico » a, à cette occasion, élevé une protestation. Le mouvement de protestation se développe d'ailleurs de manière générale contre l'utilisation par l'État italien de mesures supposées être destinées à lutter contre le terrorisme.

LE DÉTAIL DES MESURES

GARDE A VUE : La police pourra retenir dans ses locaux, pour une durée de 24 h, toute personne qui ne peut prouver son identité ou qu'elle soupçonne de donner une fausse identité.

L'INTERROGATOIRE : La police pourra procéder, quand elle le jugera nécessaire, à tout interrogatoire

hors de la présence d'un avocat.

ECOUTE TÉLÉPHONIQUE : Les magistrats pourront rendre indéterminée la limite qui est actuellement de 15 jours pour les écoutes téléphoniques.

HABITATION : Toute personne qui vend, loue ou met à la disposition de quelqu'un d'autre un appartement devra le déclarer immédiatement aux autorités. Cette loi est rétroactive depuis le 30 juin 1977. Les peines prévues en cas d'inobservation vont jusqu'à un an de prison.

PERQUISITION : Le droit de perquisition est étendu pour la police et sans mandat émanant d'un juge.

SECRET D'INSTRUCTION : Le secret d'instruction est levé. Les magistrats et la police pourront obtenir toute information sur des affaires en cours qui les intéressent.

D'autre part, toute une série de mesures concernant la police, la justice et les services secrets ont également été adoptées. Elles prévoient notamment une augmentation d'effectifs de 13 000 hommes pour la police ainsi que sa réorganisation afin de la rendre plus « efficace », une réorganisation également des services secrets afin de parvenir à « une plus grande coordination de tous les organismes impliqués dans ce secteur très délicat ». C'est-à-dire, en clair, un rapprochement entre la police, les services secrets et les services de l'armée.



Les mesures concernant la justice vont elles aussi dans le sens d'une plus grande « efficacité ».

Il est, par exemple, prévu de décriminaliser toute une série d'entorses à la loi et de les rendre simplement passibles d'une contravention, ceci afin de décharger l'appareil judiciaire et de le rendre plus disponible pour des affaires « sérieuses ». Les prisons, non plus, n'ont pas été oubliées puisqu'elles seront également « restructurées » et que 4 000 postes de geôliers vont être créés.

100 000 personnes à l'enterrement de 2 jeunes antifascistes assassinés par les fascistes

Au moment même où la presse se lamentait sur le sort d'Aldo Moro, deux jeunes antifascistes étaient abattus par les fascistes en plein cœur de Milan. Cent mille jeunes, ouvriers et habitants du quartier, ont participé, le 22 mars, à leur enterrement derrière des banderoles du conseil de l'usine et de l'école où étaient ces deux jeunes. Mais de cela, la presse bourgeoise, pourtant bien informée, n'a pas jugé nécessaire d'en parler.

• Espagne

Constitution d'une organisation autonome pour les chômeurs

En Espagne, vient de se constituer un mouvement unitaire des chômeurs. 30 000 personnes en provenance de toutes les régions d'Espagne se sont rassemblées le 19 mars au Palais des sports de Madrid à l'appel de la « Marche des chômeurs », comité où les marxistes-léninistes jouèrent un grand rôle.



Pendant la marche

Des trains spéciaux en provenance des grandes villes ainsi que trois cents cars ont permis de rassembler travailleurs au chômage et actifs avec d'autres couches de la population touchées par ce grave problème. Rappelons qu'en Espagne, un travailleur sur dix est au chômage. A ce rassemblement, les assistants ont approuvé une résolution dont voici quelques extraits :

« Le rassemblement des chômeurs à Madrid, chômeurs de toutes les nationalités et régions d'Espagne, a pris la ferme décision de poursuivre la lutte qu'ont déjà entreprise des centaines de milliers de travailleurs dans tous les coins du pays.

« Pour donner plus de force à cette lutte, pour lui donner plus de capacité à atteindre ses objectifs, le rassemblement de Madrid décide de mettre sur pied, de fonder un « Mouvement uni-

taire de chômeurs » coordonné au niveau de tout l'État et présent, partout en Espagne.

« Le programme revendicatif du Mouvement unitaire des chômeurs est axé sur ces points :

1) Améliorer les conditions de vie des travailleurs au chômage et de leurs familles.

2) Défendre l'emploi.

3) Exiger la création d'un plus grand nombre d'emplois.

« Le Mouvement unitaire des chômeurs se déclare ouvert à tous les travailleurs ».

Nous souhaitons à ce mouvement de connaître un vif succès en regroupant le maximum de gens victimes au premier plan de la crise du capitalisme qui sévit actuellement dans tous les pays capitalistes et plus particulièrement en Espagne.



Après sa division pour l'élection au perchoir

Du rififi dans le RPR

A en croire les commentaires sur les élections à la présidence de l'Assemblée nationale (appelée familièrement « le perchoir » !), il y a du remue-ménage dans le RPR de Chirac. Le candidat officiel de celui-ci, Edgar Faure, s'étant pris une veste face à l'autre RPR, Chaban-Delmas (non-officiel celui-là, mais que Chirac aurait poussé à se présenter !), maintenant c'est l'heure des règlements de compte.

Il est indéniable que, après le succès pour l'élection de Chirac comme maire de Paris aux municipales de mars 1977, le RPR et Chirac en premier lieu vient de subir coup sur coup deux défaites.

La perte de plus de 30 députés aux dernières législatives et l'échec du « perchoir » montrent que les gaullistes sont maintenant en perte de vitesse.

Comme Chirac n'aime pas perdre (il est très mauvais joueur !), il tape sur la table et convoque d'urgence une réunion du Comité central de son clan pour régler leur compte aux empêchés de tourner en rond ! Dimanche, ce sera le « congrès extraordinaire », il y a des chances pour qu'il y ait de l'« ambiance » chez ces truands de la haute bourgeoisie !

La défaite du perchoir et l'élection de Chaban, d'après Yves Guéna, aura des conséquences. D'après lui, le fait que Chaban se soit présenté est une « réelle indiscipline ». Certains parlent de sanction et même d'exclusion, mais tous ne sont pas de cet avis.

La querelle de boutique bat son plein, car la toile de fond de toute cette histoire, c'est l'attitude à adopter vis-à-vis de la Bande rivale (l'UDF de Gis-

card-Lecanuët-JJ.SS).

En effet, ces derniers sont plutôt pour une ouverture vers les partis bourgeois de gauche (PCF-PS-MRG) qui veulent aller à la soupe (des présidences des commissions). Alors, des gens comme Guéna envisagent la possibilité de rompre purement et simplement avec l'UDF, et pour cela, ils prônent le durcissement du RPR.

Les chiraquiens n'ont que deux possibilités. La première, c'est qu'ils oublient ce que Debré appelle la « péripétie fâcheuse » (du perchoir) et acceptent le rééquilibrage de la droite qui se ferait alors au détriment du RPR.

La deuxième, c'est de virer les « mous » et rompre avec l'UDF. L'ambition et l'arrogance de Chirac ne peuvent que pousser dans le sens du durcissement... mais peut-être aussi de l'iso-

lement. En tout cas, ses nervis (groupes fascistes notamment) ne sont jamais les derniers à faire le coup de poing. Mais les caïds finissent toujours par tomber



Editorial

Camarades communistes

Faites marcher vos propres têtes !

Salut au camarade dont nous avons lu la lettre dans l'Humanité rouge du 4 avril dernier. Il a vingt cinq ans d'appartenance au Parti communiste français, mais il vient de comprendre que pour continuer la lutte pour laquelle il avait adhéré au parti en 1953, il n'y a plus qu'une seule voie possible : rejoindre le parti marxiste-léniniste. Et il a dit : « Allons-y ! » Qu'il soit donc le bienvenu dans nos rangs, ainsi que toutes et tous les camarades qui nous ont rejoints au cours de la dernière période.

Ce camarade a raison aujourd'hui comme avait raison voilà quinze ans notre camarade François Marty qui ne comptait pas moins de trente huit années d'appartenance au Parti communiste français. Lui aussi, le cœur étroit d'émotion, avait pris la même décision avec fermeté et courage, lui aussi avait crié : « Allons-y ! ».

Ce camarade a raison de dire la vérité : « *Le PCF et son rigolo de Marchais* » le trompait. Mais nous savons que son amertume ne va pas durer, parce qu'il va trouver dans nos rangs l'idéologie de lutte de classe et la démocratie prolétarienne sans lesquelles les dirigeants d'un parti communiste sont voués à devenir de vulgaires politiciens bourgeois.

Ce camarade a raison, parce qu'il a compris la nécessité d'une rupture complète, donc organisationnelle, avec la politique et les méthodes de direction et de fonctionnement du Parti communiste français.

Mais combien d'autres militants, pour des motivations diverses, vont encore rester dans ce parti qui n'est plus ni révolutionnaire, ni prolétarien, combien vont rester sans parvenir à prendre conscience que leur sincérité et leur honnêteté sont bafouées, qu'ils sont trompés ? Comment nous adresser à eux efficacement, pour les aider à surmonter leur désarroi, et pour les empêcher de tomber à nouveau dans les pièges que leur tendent déjà les politiciens comme Marchais et sa funeste compagnie ?

Ce dernier recourt maintenant à une nouvelle manœuvre : « *Il n'y aura aucune exclusion* » proclame-

t-il, « *mais le principe du centralisme démocratique ne sera pas remis en cause* » !

Tu parles ! Il y a longtemps que ce principe n'est plus respecté dans sa juste conception LÉNINISTE au sein du Parti communiste français. Alors il peut toujours en parler, ça n'est pas vraiment gênant pour lui.

Hier, la démocratie à la base était délibérément étouffée. A propos du parti frère chinois, les dirigeants disaient : « *Ils veulent déclencher une guerre atomique* ». C'était Krouchtchev qui avait lancé cette blague tragique. Le militant qui disait « *Ce n'est pas vrai* » (et qui apportait les textes chinois sur cette question, on l'excluait, ou plus précisément, le Comité central ordonnait son exclusion). Et bienheureux si l'on ne lançait pas contre lui l'accusation d'être un flic ou un agent payé par la bourgeoisie ! Depuis 1945 c'est triste mais c'est vrai, des dizaines de milliers de militants honnêtes et sincères ont été victimes de telles méthodes. On les a exclus, pour ne pas avoir à écouter leurs opinions, et pour étouffer leur voix.

Mais aujourd'hui, Marchais, ce grand réformateur décide de « *ne plus exclure* » tout en favorisant l'ultra-démocratie. Il institue officiellement le droit à l'indiscipline, à l'exemple de ce qui se passe dans tous les partis sociaux-démocrates. Et avec ça, il a le culot de prétendre que restera préservé le centralisme démocratique. Quelle grotesque farce en vérité, pour tout militant authentiquement marxiste-léniniste. La réalité, c'est qu'hier comme aujourd'hui, le centralisme bureaucratique a prévalu et continue de prévaloir sur la vie démocratique, du Parti communiste français.

Oui camarades, allons-y ! Parce qu'il y a un autre mode de fonctionnement interne qui caractérise tout Parti communiste fidèle aux principes léninistes. C'est celui qu'a mis en œuvre de manière positive le PCMLF à l'occasion de la préparation et de la tenue de son 3e congrès. C'est celui qu'a appliqué de ma-

nière concrète et si efficace Mao Tse Toung, dans le respect absolu du LÉNINISME, au cours des révolutions successives dirigées par le Parti communiste chinois : « *Au sein du peuple, la démocratie est corrélatrice du centralisme, la liberté de la discipline. Ce sont les deux aspects contradictoires d'un tout unique ; ils sont en contradiction mais en même temps unis, et nous ne devons pas souligner unilatéralement l'un de ces aspects et nier l'autre. Au sein du peuple, on ne peut se passer de liberté, mais on ne peut non plus se passer de discipline ; on ne peut se passer de démocratie mais on ne peut pas non plus se passer du centralisme. Cette unité de la démocratie et du centralisme, de la liberté et de la discipline constitue notre centralisme démocratique.* »

Oui camarade militant de base du Parti communiste français, si l'on révisé d'une manière ou d'une autre les principes du léninisme, on n'a plus d'autres issues que l'échec et la défaite. Mais si l'on s'en tient, sans dogmatisme stérile, mais de façon vivante et concrète, aux principes du léninisme, alors on avance vers des succès et vers la victoire.

Alors, camarades, réfléchissez profondément, faites marcher vos propres têtes et tirez vous-mêmes les enseignements de l'échec de la politique de Marchais et du XXIIe congrès : comme le camarade qui vient de rejoindre nos rangs, prenez conscience des méfaits de l'idéologie révisionniste, qui prétend le léninisme dépassé !

Venez avec nous pour mener les indispensables luttes de classe, pour préparer la révolution prolétarienne, avec clairvoyance, avec patience, avec courage !

Et vous, camarades marxistes-léninistes, « *Allons-y* », le moment est propice à nos efforts, adressez-vous plus que jamais à nos camarades communistes de la base du Parti communiste français, il faut les arracher à l'influence du révisionnisme moderne !

Jacques JURQUET



Les grévistes de la CAFRP font l'expérience de la nouvelle politique « sociale »...

Une fois de plus les représentants du CNPF au Conseil d'administration ont refusé de siéger à la réunion ordinaire du conseil qui se tenait mercredi, absence imitée par les représentants CGC.

C'est le Conseil d'administration qui doit répondre à la revendication des

techniciens qui réclament le passage du niveau 6. Quatre fois déjà que les représentants patronaux refusent de siéger, du coup le Conseil d'administration ne prend pas de position...

Bien sûr, à chaque fois, le président qui est administrateur FO, proteste, il

a même menacé de démissionner le 29 mars ;

mais à la demande des représentants du patronat, il est revenu sur sa démission... Celui-là, pas la peine de demander de quel côté il est. De toute façon, les administrateurs du CNPF sont farouchement opposés au passage au niveau 6 pour les techniciens.

Faire grève, c'est menacer et réclamer autre chose que des salaires de misère, c'est injustifié pour ces hommes des monopoles !

C'est sans doute pour protéger des « menaces » qu'un inspecteur de police trainait dans les couloirs pendant la tenue du Conseil d'administration le mercredi 5 avril.

Pour ce qui est de la direction des Caisses, elle vient de se prêter à une nouvelle manœuvre bénéficiant du concours actif des dirigeants du syndicat FO qui se sont précipités pour singer, le 29 mars, un nou-

vel avenant aux conventions, sans consulter personne. Quel est le contenu de cet avenant ? Le but en est limpide : accentuer les divisions entre employés et renforcer l'encadrement.

Parmi les 2 400 techniciens de la CAFRP, environ 250 sont classés employés principaux avec une prime de 20 % du salaire de base (coefficient 135). D'après le nouvel avenant, ils vont être classés agents de maîtrise avec un coefficient de 168 ou 180 points. Ce nouvel avenant institue également un système de prime supplémentaire, des primes individuelles de 0, 5, 10 ou 15 % qui viennent s'ajouter au système des échelons, lui-même complété par un système de coefficient. Autant dire que désormais parmi les employés, plus personne ne va toucher le même salaire.

Après plus de deux mois de grève des techniciens, la direction inquiète veut organiser une reprise « musclée » avec beaucoup plus de cadres.

D'autre part, la direction de la CAF qui proposait, en mars, 966 passages au niveau 6 pour les techniciens, n'en propose plus que 700 à 800. Ce qui était inadmissible hier l'est encore plus aujourd'hui.

Ainsi, les grévistes affrontent un ennemi extrêmement intransigeant : le gouvernement et le patronat eux-mêmes. Cela beaucoup l'ont bien compris, qui pensaient au début de la grève n'avoir à affronter qu'un directeur de caisse. De la même façon, l'expérience de ces deux mois de grève fait déjà entrevoir à beaucoup les limites d'une grève catégorielle face à un tel ennemi. Au début du conflit, ceux qui soulignaient les dangers d'une grève catégorielle étaient plutôt isolés.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Construire un bon rapport de force, c'est nécessairement poser le problème de l'élargissement, tant à Paris dans tous les services de la CAFRP que dans toutes les caisses et dans le pays.

A ce propos, on peut à bon droit se poser la question de ce qu'ont fait les fédérations pour renforcer la lutte dans ce sens. De toute manière, la revendication du niveau 6 pour tous les techniciens a, d'ores et déjà, acquis, grâce à la grève, une grande popularité auprès des employés des différentes caisses (SS, retraites, ...) soumis aux mêmes bas salaires. Une revendication dont on n'a pas fini d'entendre parler !

Grève des travailleurs des PTT en formation professionnelle

Les techniciens des télécommunications en formation dans les centres de Gif-sur-Yvette, Carrière-sur-Seine et Pontoise sont en grève depuis le 3 avril. Ils veulent pouvoir choisir réellement le central où ils iront travailler à la fin des cours (récemment quarante-cinq techniciens ont eu à choisir parmi 47 places).

On ne peut pas appeler cela un choix ! Ces places existent : le manque d'effectifs est connu de tous. Ils veulent faire ce choix plusieurs mois avant la fin des cours. Actuellement, ils ont quelques jours pour prendre leurs dispositions : recherche d'un logement, recher-

che d'un emploi pour le conjoint, disposition pour la scolarité des enfants, etc.

Il y a déjà eu des luttes sur ce problème mais c'est la première fois en région parisienne (extra-muros) que l'unité est réalisée entre plusieurs cours et entre plusieurs centres. Des messages de solidarité de centres PTT commencent à arriver. Mardi, les travailleurs ont imposé que la direction régionale reçoive des représentants de tous les cours avec des représentants syndicaux. Une cinquantaine d'entre eux occupaient le couloir à la direction. Il n'est rien sorti de cette audience. Les travailleurs sont déterminés à poursuivre l'action.

Jacques Borel international Le Wimpy gare du Nord à Paris toujours en grève

Un « Wimpy » est une espèce de self-service. La grève dure depuis 40 jours à celui de gare du Nord. Cette grève concerne 50 personnes dont une bonne partie est immigrée. Il existe une section CGT.

Voici quelles sont les revendications des travailleurs :

- Arrêt des brimades, respect de la dignité des travailleurs,
- 200 F d'augmentation immédiate,
- 15 % de service pour les serveurs du Wimpy,

- Aménagement des horaires (les gens travaillent parfois quatre heures, le lendemain 13 heures, et ainsi de suite).

- Paiement de 2e repas à tout le personnel qui le désire (ceux qui ne le prennent pas en perdent le bénéfice)

- Prise en charge par l'établissement des transports notamment quand les travailleurs finissent après la fermeture du métro et sont obligés de prendre le taxi.

Reçu par téléphone le 5 avril 1978.

Élections professionnelles Net recul de la CGT à Renault-Douai

Les élections professionnelles à Renault-Douai sont loin d'être un succès pour la ligne de la direction CGT. Après Cléon, Flins, Billancourt, la CGT perd 14 % des voix à Renault-Douai. Elle passe en effet de 76 % à 62 %. Certes, ces voix se reportent sur FO plus 6 % et la CFTC, nouvelle liste. Mais ceci signifie aussi que l'inaction, la collaboration de classe entraînent un rejet de la CGT par les travailleurs et que ce rejet peut parfois profiter à d'autres collabos du patron. La faute en incombe avant tout aux dirigeants CGT.

D'après eux, cette revendication remet en cause « le respect de la hiérarchie des emplois », et de plus il refuse de siéger « sous la menace et dans l'atmosphère d'une grève injustifiée ».

• Fos-sur-mer

Grève à Ugine-Acier

Depuis le mercredi 29 mars, environ 100 ouvriers du parachèvement sont en lutte pour l'augmentation de 15 % de la prime de nuit. Après avoir cessé le travail, et avoir posé leur revendication à la direction du service - qui refuse catégoriquement de les satisfaire - les travailleurs décident à la base de poursuivre l'action et d'informer leurs camarades, notamment ceux du service finissage qui ont la même revendication. A 21 h, la relève de nuit décide à l'unanimité de poursuivre l'action.

Le lendemain, les travailleurs bloquent l'expédition de 400 tonnes d'acier inoxydable qui devait être chargées sur un bateau.

Vendredi, à l'appel des travailleurs, qui, jusque là, avaient déclenché et mené le mouvement, entre eux la section CGT (syndicat très largement majoritaire), propose un quart d'heure d'information à l'entrée de l'usine. Les portes sont maintenues ouvertes pour laisser entrer les autres services, mais les ouvriers veulent maintenir la direction en dehors et la forcer ainsi à céder. Mais à leur grande surprise indignée, les responsables CGT laissent entrer aussi la direction en prétextant d'une réunion paritaire patrons-syndicats pour le lundi 3 avril.

Depuis samedi, un huis-clos vient constater que les grévistes empêchent de travailler les contremaitres et les jaunes (une petite minorité soutenue par FO) et la direction laisse planer la menace d'intervention des CRS

et celle du lock-out. Celle-ci n'entame en rien la combativité des travailleurs.

« Nous avons pris nous-mêmes l'initiative de l'action et nous entendons bien la mener nous-mêmes, jusqu'au bout, nous n'avons plus confiance dans les réunions paritaires. Ce que nous voulons, c'est satisfaction tout de suite et intégralement ».

Parmi les grévistes, la lutte d'idées est intense : les plus combattifs sont parfois écartés de la direction de la lutte et mercredi 5, au matin deux propositions défaitistes étaient faites :

- Alors que des débrayages s'effectuaient jusqu'alors dans les autres services, il a été proposé de les arrêter, les travailleurs devant se te-

nir prêts à réintégrer l'action.

- Les contremaitres posés au parachèvement pourront rentrer à condition de n'effectuer que du travail de papperasse.

La lutte continue.

Correspondant HR Fos-sur-mer en collaboration avec des ouvriers d'Ugine-Acier et des militants du PCRML

23 licenciements à la Nantaise de fonderie



Lundi dernier, 200 travailleurs avaient débrayé à l'appel de la CGT pour protester contre les 23 licenciements que la direction avait décidés. Mardi à l'annonce officielle des licen-

ciements, un débrayage a eu lieu et une manifestation s'est dirigée vers le tribunal de commerce et le bureau du syndicat.

Après le refus de la direction de recevoir une délégation de la CGT au début de l'après-midi, les ouvriers ont décidé de cesser le travail le reste de la journée. Les bureaux de la Nantaise de fonderie ont été occupés pendant une heure.

Après le refus de la direction de recevoir une délégation de la CGT au début de l'après-midi, les ouvriers ont décidé de cesser le travail le reste de la journée. Les bureaux de la Nantaise de fonderie ont été occupés pendant une heure.



Témoignage

Notre grève au CET d'Auray

Pendant la semaine du 13 au 18 mars, les élèves du CET d'Auray étaient en grève.

Avant la grève, dans le bahut, chacun était conscient des conditions de travail déplorables des ferronniers. Tout le monde grognait, mais personne ne savait que faire.

C'est pourquoi nous avons décidé dans le bureau des élèves et avec les ferronniers de sortir un tract de sensibilisation invitant les élèves à une assemblée générale.

Le jeudi soir, à l'assemblée générale, l'ensemble des élèves décidait, après avoir mûrement réfléchi de prévoir une grève le lundi de la semaine suivante.

Le vendredi, une lettre d'information pour les parents était rédigée.

Lundi matin, tous les élèves étaient sous le préau pour voter la grève. Une délégation de trente élèves se rendait ensuite dans le bureau du directeur pour l'informer que le mouvement continuerait tant que des dates précises pour la construction d'un nouvel atelier pour les ferronniers ne seraient pas données.

INFORMER LES PARENTS

Notre premier objectif fut d'informer les parents et de rencontrer le recteur d'académie. Donc dans la matinée, des groupes d'élèves se sont réunis pour rédiger une lettre au recteur et à l'inspecteur d'académie; et pour l'achat de timbres et enveloppes afin d'écrire aux parents.

Notre second objectif était de sensibiliser l'opinion publique par la presse et d'avoir le soutien des professeurs.

Pour cela, nous avons fait une réunion profs-élèves le mardi.

Lors de cette réunion, les professeurs nous ont appris qu'ils étaient reçus le soir même par l'inspecteur d'académie (auquel le recteur avait délégué ses pouvoirs). Mécontents de cette attitude lâche, nous avons fait pression sur le directeur pour qu'une délégation d'élèves soit reçue par l'inspecteur d'académie en même temps que les professeurs.

Notre requête fut acceptée. Partis avec un peu d'espoir, grande fut notre déception quand l'inspecteur d'académie déclara que la construction d'un nouvel atelier dépendait du budget voté par l'Assemblée nationale et que ses pouvoirs se limitaient à proposer ce projet sur la liste des travaux prioritaires.

De cet entretien avec l'inspecteur nous avons compris que la politique du rec-

torat était de construire avant tout de nouveaux établissements, au prix de la santé et de la sécurité des élèves travaillant dans de vieux ateliers qu'il refuse

tirage et à l'achat d'enveloppes pour une lettre d'information aux parents.

Jeudi matin, nous avons fait le bilan des bahuts pouvant nous soutenir: Colbert, Dupuy de Lôme, Mariele Franc, nous étonnèrent par leur rapidité d'action: le matin même, ils étaient partis en manifestation.

Le Pargo et Kercado de Vannes signaient déjà des pétitions et faisaient des

ment organisé mais toujours offensif de la manifestation. Nous avons posé pour la presse devant la mairie.

LA RÉPRESSION ET LA LUTTE

Le vendredi matin, de mauvaises nouvelles nous attendaient:

1) La répression avait sévi: à Lorient, tous les internes étaient renvoyés provisoirement dont deux défini-

se nouvelle, nous avons décidé de réunir le maximum des élèves du CET pour aller soutenir les Lorientais samedi matin lors de leur manifestation à Lorient. Pour la seconde mauvaise nouvelle, une partie des élèves était prêts à aller lundi jusqu'au renvoi pour ensuite aller manifester à Vannes devant l'inspection académique.

Mais les avis étaient par-

proprement ballader et il a été obligé de partir.

LA CRÉATION D'UN COMITÉ DE LUTTE

Pour nous, la lutte n'est pas finie, après avoir réuni les trois cents élèves du CET lundi midi, nous avons décidé de reprendre les cours, mais chacun est d'accord pour continuer la lutte sous d'autres formes. Nous avons décidé de continuer les contacts avec les autres bahuts et nous avons aussi pensé à une éventuelle coordination de lutte entre différents établissements.

Nous avons aussi décidé de créer un comité de lutte dans l'établissement dont une des principales tâches serait de développer les relations élèves-parents, agents de service, professeurs.

Pour conclure, cette grève a placé l'administration dans une situation difficile. En effet, la lenteur et



Les élèves du CET du Pargo en manifestation il y a quelques mois. Les élèves du CET d'Auray mèneront leur grève pour des revendications semblables.

de rénover. De toute façon, les nouveaux établissements, on peut les compter!

POUR UNE ACTION SOLIDAIRE

Le lendemain matin, après avoir raconté l'entretien avec l'inspecteur d'académie, tous les élèves décidaient de poursuivre la lutte. Nos objectifs à court terme étaient de contacter les bahuts environnants: Lorient, Saint-Brieuc, Pontivy, Étel, Vannes, pour mener une action solidaire sur les conditions de travail des CET afin de sensibiliser l'opinion publique.

Le mercredi après-midi, nous avons reçu les délégations du CET le Pargo de Vannes et de l'IUT alors en grève.

Pendant toute l'après-midi, une trentaine d'élèves préparaient la manifestation prévue pour le lendemain. Une autre trentaine d'élèves s'affairait à la rédaction, au

collectes pour nous soutenir financièrement. Jeudi après-midi, banderoles en mains, 2 000 tracts d'information dans les bras, nous sommes partis sous une pluie battante en manifestation. Une délégation de Colbert et de Dupuy de Lôme étaient présents et nous ont suivis jusqu'au centre-ville.

Un service d'ordre bien organisé permit un déroule-

tivement.

2) Des « fuites » venant de l'administration nous firent prendre connaissance de la lettre que le directeur projetait d'envoyer aux parents pendant le week-end. Dans cette lettre, il demandait aux parents de pousser leurs enfants à reprendre les cours le lundi matin sous peine de renvoi.

Pour la première mauvai-

tagés à ce sujet et nous avons décidé de reporter la décision à lundi matin après avoir subi la répression des parents.

A ce sujet, nous avons fait appel à la compréhension des parents en leur écrivant une dernière lettre et leur demandant une signature s'ils étaient d'accord pour que leurs enfants et eux-mêmes continuent la lutte.

Dans l'après-midi du vendredi, un élève rencontre un parent d'élève qui s'était introduit dans l'établissement pour constater l'état des locaux de ferronnerie. N'ayant pu joindre le directeur, il lui demanda de la conduire aux ateliers. Le chef des travaux qui était là nous accueillit d'une manière très désagréable. Il fit remarquer à la personne qu'elle n'avait pas le droit d'entrer ici, comme dans un moulin, le parent essayant de se justifier, il l'envoya

le manque de spontanéité ont souvent été reprochés à l'administration.

Nous n'avons pas obtenu l'atelier, mais la grève a apporté des rapports plus détendus entre les élèves, surtout entre filles et garçons. La preuve en est qu'un club de danse bretonne s'est créé depuis lors.

Pour ce qui est de la solidarité entre les bahuts, nous avons compris grâce à cette expérience, que s'il est important de soutenir une autre boîte en lutte, se mettre en grève (comme à Lorient) uniquement pour la solidarité ne suffit pas. Il ne faut pas oublier aussi de mettre en avant ses propres revendications sinon la mobilisation est beaucoup plus difficile.

Il faut donc se battre ensemble sur des revendications communes.

Article fait par les élèves du CET d'Auray.

SAMEDI 22 AVRIL
DES LUTTES DANS
LES CET ET LES LYCÉES
DE BRETAGNE

Sous-sol de la tour E Cité
«Plein ciel» cité Kercado
Vannes (56)

Informations générales

Boycott de la coupe du monde de foot-ball



Nous continuons la publication de dessins et caricatures extraits de la brochure de dessins du COBA pour appuyer son action de boycott de la coupe du monde de football. Le montant de la vente de cette brochure doit aller aux familles de prisonniers argentins.

Deux légionnaires arrêtés pour pillage en Corse

Deux légionnaires du 2^e régiment-parachutiste stationné à Calvi avaient pillé la dence secondaire du conseil général de Morosaglia (Haute-Corse). Ils ont été arrêtés mardi.

Télévision

A 16 h SUR A2 - AUJOURD'HUI MAGAZINE : « Les nouveaux prophètes ».

Au moment où les religions officielles sont en très sérieuse perte de vitesse, les croyances et sectes les plus diverses se mettent à proliférer. Quelle est la signification de ce phénomène ? Le débat est introduit par un film très intéressant de Didier de Plage, auteur avec Jean-Marie Leduc, du livre « Les nouveaux prophètes » (Édition Buchet-Castel).

A 20 h 35 sur A2 - LES DOSSIERS DE L'ÉCRAN : « L'Italie, une démocratie en échec ? ».

Cette émission spéciale se déroulera en direct de Rome. Elle débutera par la projection d'un film de montage évoquant les moments les plus chauds de la vie politique italienne de ces dernières années. Ensuite, Alain Jérôme et ses invités, installés dans un studio de la RAI, répondront aux téléspectateurs qui pourront, comme d'habitude, poser leurs questions par l'intermédiaire de SVP. Compte-tenu de l'actualité, cette émission promet d'être fort intéressante. A ne pas manquer.

A 21 h 30 SUR TF1 - A LA POURSUITE DES ÉTOILES : « Quoi de neuf sur la lune ? ».

Émission scientifique probablement passionnante. Depuis cette nuit du 21 juillet 1969, où des centaines de millions de téléspectateurs ont pu assister en direct à la première marche de l'homme sur la lune, il est certain que l'intérêt s'est sérieusement émoussé. Mais pour les scientifiques, la lune c'est loin d'être fini, et à ce jour seulement 10 % des 400 et quelques kilos de roches ramenés de la lune ont été analysés. On ne peut que regretter que cette émission qui risque d'être très intéressante se trouve en concurrence avec l'émission de A2 sur la crise italienne.

ACCIDENTS

A

L'ARMÉE

Les deux accidents, dont l'un mortel, de soldats dont nous parlons ci-dessous, sont un nouveau témoignage des conditions de vie et d'activité des soldats souvent très pénibles et dangereuses.

Ces informations sont à rapprocher du cas des soldats malades qui travaillaient au nettoyage des plages bretonnes souillées par la marée noire et dont nous parlons en page 7. Dans le cas du parachutiste blessé à Toulouse, l'insuffisance de formation ou l'insuffisance du matériel (non ouverture du parachute ventral) paraissent en cause.

UN APPELÉ TUÉ ET TROIS AUTRES BLESSÉS

Un appelé du contingent a été tué et trois autres blessés, mardi après-midi, dans un accident survenu sur une route de la base aérienne d'Évreux-Fauville (Eure).

La jeep à bord de laquelle avaient pris place les militaires, tous cadres du centre d'instruction des fusiliers-commandos, s'est renversée à la sortie d'un virage. L'un d'eux, Luc Joubaud, 20 ans, de Mantes-la-Jolie (Yvelines) est décédé pendant son trans-

port à l'hôpital. Les trois autres victimes, Charles Boissier, 20 ans, habitant Angers, Dominique Braham, 22 ans, d'Évreux et Patrick Armbruster, 20 ans, de Fresnes-sur-Escaut (Nord), plus ou moins sérieusement blessés, ont été admis au centre hospitalier d'Évreux.

UN PARACHUTISTE GRIÈVEMENT BLESSÉ A TOULOUSE-FRANCAZAL

Un jeune parachutiste a été grièvement blessé au cours d'un exercice de démonstration organisé par la Défense nationale à Toulouse-Francazal.

Le parachute du jeune militaire s'est mis en torche et ce dernier, n'ayant pas fait fonctionner son parachute ventral, a fait une chute libre de 300 m. Bien que grièvement blessé, sa vie ne paraît pas en danger. Il a été admis au centre hospitalier de Purpan.

Abonnez-vous !

SI VOUS VOULEZ CONNAITRE NOTRE JOURNAL

Vous avez deux possibilités :

- Le réclamer chaque jour chez votre marchand de journaux.
- Vous abonner en renvoyant le bulletin d'abonnement ci-dessous.

COMMENT S'ABONNER ?

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITÉ ROUGE
BP 61 75861 PARIS CÉDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

FRANCE MUSIQUE DIMANCHE 23 AVRIL

A 10 h 30

PREMIERE MONDIALE EN DIRECT DE PÉKIN RETRANSMISSION PAR SATELLITE EN STÉRÉO D'UN CONCERT

Cet événement musical sans précédent nous permettra de découvrir l'orchestre symphonique de la société philharmonique centrale de Chine dirigé par Han Zhong-jie avec un soliste, le pianiste Lieou Che-kouen. Au programme :

- L'ouverture du « Carnaval romain » d'Hector Berlioz
- La 3^e symphonie « Héroïque » de Beethoven
- « Dans mon cœur, un flot monte aussi haut que ces vagues », poème symphonique de Chen

Pei-xun, d'après un poème du président Mao extrait du « Pavillon de la grue jaune ».

- « Typhon », concerto pour piano. Œuvre collective de Lieou Che-kouen (qui en est également le soliste), Goua Zhi-hong, Wang Yen-jio et Che Wan-chun. Ce concerto exalte l'initiative socialiste et l'héroïsme des dockers, il se compose de quatre mouvements :

- * Aube sur le port, joie au travail
- * Venue du typhon, lutte contre les éléments
- * Après la tempête, la victoire
- * Continuons sur la lancée victorieuse.

Tous à l'écoute de France-Musique le dimanche matin 23 avril à 10 h 30.

A 16 h 35 SUR FR3 - LA RÉVOLUTION NUCLÉAIRE : No 1 « L'atome, cet inconnu ».

Reprise, pour ceux qui n'auraient pu la voir de l'émission déjà passée le vendredi 7 avril à 21 h 30 sur FR3 (Voir HR No 860 du mardi 4 avril).

L'APN a édité une brochure « La question de l'énergie nucléaire ». Prix 5 F.

Passez vos commandes et libellez vos chèques à l'ordre de APN-Éditions, BP 279-75886. Paris, Cédex 18

A 21 h 40 SUR A2 - « CHILI-IMPRESSIONS ».

La première de cette série de quatre émissions sur le Chili aurait dû nous être présentée dimanche dernier 2 avril. Au dernier moment, l'ambassade du Chili est intervenue, demandant à réquisitionner le film en vue d'imposer sa censure. Le tribunal des référés, dans l'attente du jugement qui doit être rendu le jeudi 6 avril, a ordonné la suspension de la diffusion de ce reportage. Nous ne savons pas encore si cette émission pourra être diffusée comme prévu dimanche soir. Si oui, ne la manquez pas.

MARDI 11 AVRIL

A 14 h SUR A2 - AUJOURD'HUI MADAME : « La marée noire ».

1967-1978, alors que beaucoup n'ont pas encore été complètement indemnisés des dégâts subis il y a 11 ans, ça recommence. Les habitants des régions à nouveau touchées s'interrogent sur leurs difficultés présentes et à venir.



• Kerlouan

LE COMITÉ ANTI-MARÉE NOIRE DE LESNEVEN AVEC LES SOLDATS ET LES PAYSANS

Brest - Le comité anti-marée noire de Lesneven est allé nettoyer les plages de Kerlouan le week-end dernier. Les membres du comité sont allés au pétrole avec une idée bien précise en tête.

Presque une centaine de personnes (dont beaucoup de jeunes étudiants et lycéens) sont arrivées sur les lieux en manifestation. Trois cars de gardes mobiles les attendaient, ce qui n'est plus vraiment une surprise, il y en a tellement dans la région en ce moment ! Mais comme des jeunes le scandaient à Brest samedi : « Les poulets, ça ne remplace pas les cormorans ». Les militants du comité de Lesneven et d'autres venus de Brest s'étaient fixés pour but bien sûr, de nettoyer mais aussi de discuter avec les soldats et les paysans qui nettoient eux aussi. Il a fallu insister lourdement auprès du maire pour avoir des sacs en plastique. Finalement, un peu avant 16 h, tout le monde pouvait enfin descendre sur la plage.

Un peu de flottement au début devant ce débarquement... les paysans gardent le silence. Les soldats chantent en riant « ils ont des chapeaux ronds ». Deux gradés élégants en tenue normale (ni bottes, ni cirés) parquent en haut d'une dune.

Mais peu à peu, on discute. Une paysanne raconte qu'avant, elle mettait le géomon sur les champs pour faire de l'engrais. Elle ne pourra plus le faire maintenant et devra acheter de l'engrais dont le prix va sans doute augmenter.

LES SOLDATS

Ils espèrent 20 F par jour, disent-ils. Outre que cela ne ferait que le quart du fameux SMIC à 2 400 F ils n'ont aucune garantie. Ce sont les bruits qui courent. Ils travaillent de huit à neuf heures par jour, plus le temps de trajet. Les habits ne sont pas assez solides, disent-ils et le contrôle sanitaire est ridicule : « Montre tes mains, tes pieds. T'as mal à la tête ? Un peu ? Bon ça va. Au suivant ». On parle de soldats malades à emmener à l'hôpital de Rennes, mais un lourd secret plane sur tout cela.

« Les crevures se balladent en bagnole ou en hélicoptère », ils ne discutent jamais sur les plages. Et en effet, là-haut, sur la dune, tro-

uvent toujours les gradés, un peu inquiets de ce dialogue.

FAIRE L'UNITÉ

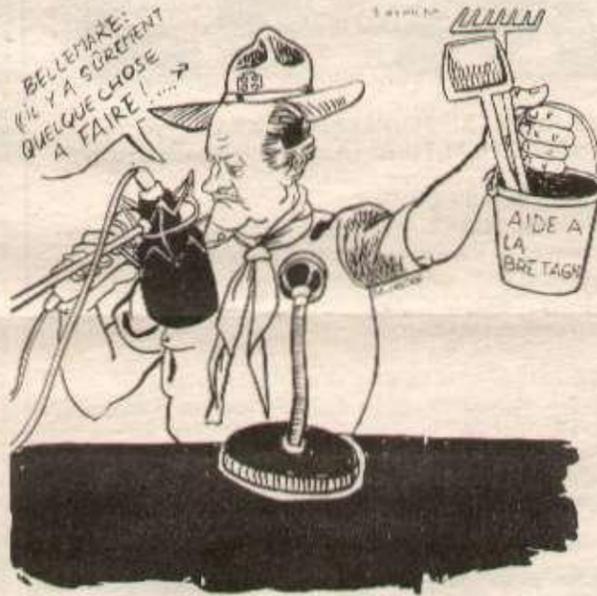
A la coordination brestoïse des comités anti-marée noire, mardi, le débat se poursuivait sur le bénévolat. « Aller nettoyer ou pas ? » De plus en plus de monde pense qu'il faut y aller mais pour travailler et discuter : « Si tu ne vas pas sur le terrain, tu ne peux rien faire ».

Le cas de Kerlouan a été cité à plusieurs reprises. C'est un bon moyen de faire l'unité entre les militants des comités, les paysans, les pêcheurs et les soldats. Un bon moyen aussi d'expliquer la position des comités qui refusent le bénévolat et veulent que l'État embauche des chômeurs et paie les

volontaires. Cela permet enfin aux étudiants de sortir du ghetto de la faculté où on voudrait les enfermer.

A la coordination de mardi soir, beaucoup pen-

saient qu'il fallait refaire une telle expérience. Une date a été avancée : vendredi 7, en commun, avec les six cents Belges venus de Bruxelles.



Shell a toujours raison

Nous avons reçu deux circulaires internes de la société Shell-France. La première émane directement du président qui affirme sans la moindre gêne que, certes, il comprend bien l'émotion et les réactions violentes soulevées par le naufrage de l'Amoco Cadiz, mais au nom de la société qu'il représente, il s'en lave les mains. De plus, il prend à

Shell France de ceux qui défendent l'environnement. Les écologistes sans doute sont-ils responsables de la marée noire ?

La seconde circulaire va plus loin puisqu'elle prend la défense des pavillons de complaisance. « Si des armateurs utilisent pour des raisons fiscales, certains pavillons qualifiés de complaisance, il n'en est pas

des « raisons fiscales ». La raison d'être des pavillons de complaisance est qu'ils permettent de tourner nombre de lois internationales imposant des règles strictes en matière de sécurité de navigation, d'embauche, etc. C'est pour cette raison finalement qu'il est profitable aux pétroliers de passer des contrats avec des sociétés ayant des bateaux sous pa-

sonopole du transport maritime du pétrole mais affrètent d'autres navires appartenant à des sociétés indépendantes spécialisées.

Cependant, les navires ne sont affrétés dans de telles conditions par Shell International que dans la mesure où l'armateur est une société sérieuse, ce qui est le cas pour Amoco, filiale de Standard of Indiens. Le conformisme de ces navires aux règles de l'art est vérifiée par l'American Bureau of Shipping.

Si des armateurs utilisent, pour des raisons fiscales, certains pavillons qualifiés de complaisance, il n'en est pas moins vrai que nombre d'entre eux répondent à des normes strictes de qualité.

Dans le cas de l'Amoco Cadiz, comme dans celui de tous les navires affrétés par Shell,

partie les écologistes qui ont lancé le mot d'ordre de boycott.

Pour lui, ce mot d'ordre et les actions des écologistes contre la Shell sont illégales. Par contre, il se dispense de juger l'accident et ses conséquences. C'est bien dommage a-t-il l'air de dire mais au fond, cela ne me regarde pas, puisque la Shell est hors de cause, dit-il. Il justifie l'attaque en justice par la

moins vrai que nombre d'entre eux répondent à des normes strictes de qualité. Il faut être le dirigeant d'un groupe pétrolier pour affirmer ce que tout le monde condamne et les marins en premier lieu à savoir le fait que les pavillons de complaisance ne répondent pas précisément aux « normes strictes de qualité » pour la raison invoquée par la circulaire, c'est-à-dire pour

villon de complaisance plutôt qu'avec des sociétés en règle.

Quant au fait que l'Amoco Cadiz réponde « aux règles de l'art », il faut quand même noter qu'il est tombé en panne au large des côtes bretonnes. Ceci peut arriver à n'importe quel navire, mais s'il y a eu panne, il y avait donc une non-conformité aux « règles de l'art » quelque part.

Des soldats malades du pétrole, l'un deux serait mort

Le pétrole est un produit toxique. Les différentes marées noires et les dégâts qu'elles font sur la faune et la flore le prouvent suffisamment. Le pétrole produit aussi des effets nocifs sur l'organisme humain. Les personnes qui travaillent au nettoyage de la côte sont exposées, au premier chef, à ces effets.

Parmi les indispositions dont elles peuvent être victimes, il y a les irritations de la peau, des yeux. Si des personnes ont des allergies le nettoyage des plages leur est plus que contre-indiqué, sinon il constitue pour elles un véritable calvaire. Enfin les réactions au pétrole peuvent provoquer des maladies nécessitant l'hospitalisation. En dehors de maladies, des accidents peuvent arriver comme dans tout travail où un certain nombre de règles ne sont pas respectées. En ce qui concerne les soldats, ils sont obligés ainsi que notre envoyé spécial le montre, de se mettre à l'ouvrage, même si leur santé doit en souffrir. Ainsi sont-ils parmi les plus exposés. Chez eux, il ne s'agit pas de volontariat, mais d'obligation à nettoyer dans n'importe quelles conditions. Ainsi il semble qu'un soldat soit mort près de Lannion, au cours de la lutte contre la marée noire. Il serait tombé dans une cuve à L'île Grande. Il appartiendrait au 41^e régiment de la Lande d'Oué. D'autre part, après plusieurs heures et à plus forte raison après plusieurs jours de nettoyage, les soldats, dans une proportion assez grande, sont victimes de malaises. Mais les gradés qui restent eux tranquillement loin du pétrole, le plus souvent n'en ont cure, et les malades ne sont pas soignés sérieusement.

Le refus des habitants de pomper la merde

Bien que le volontariat soit une bonne chose pour le nettoyage des côtes (à condition que les volontaires ne soient pas eux non plus des victimes et n'y soient pas de leur poche) un certain nombre d'habitants riverains des côtes souillées par la marée noire refusent de nettoyer la côte.

Il faut dire qu'au cours des années précédentes, ils ont eu l'occasion de faire l'expérience négative du volontariat. C'est en particulier le cas des paysans. Le temps qu'ils prennent pour nettoyer est autant de temps qu'ils perdent à leur travail et qui leur coûte donc de l'argent. Le matériel prêt devient rapidement hors d'usage et l'État ne leur change évidemment pas.

Devant leur refus de prêter du matériel, les pouvoirs publics ont dû réquisitionner du matériel appartenant à des agriculteurs de l'intérieur. L'incapacité des pouvoirs publics à fournir le matériel nécessaire, à payer les volontaires, à dédommager les victimes qui ne veulent pas aggraver la note déjà salée pour eux en nettoyant est de plus en plus criante malgré ce que racontent à qui veut les entendre, les Bécarn et autres pantins.

La coordination des comités anti-marée noire de Brest organise, le 8 avril à 14 h, une première rencontre régionale des comités au Centre social de Bellevue à Brest.

La coordination brestoïse proposera à cette rencontre l'organisation d'une

MARCHE NATIONALE SUR PARIS

qui se déroulerait le 15 ou le 22 avril (date à discuter). Renseignements par téléphone chaque soir après 20 h 30 au Centre social de Bellevue. Tél : 03 08 69 ou 03 00 81 à Brest.

FRONTIÈRE SINO-SOVIÉTIQUE

QUAND LE MARÉCHAL BREJNEV VOYAGE

Alors qu'il se répand en grandes déclarations sur la nécessité de discuter sur des « bases nouvelles » avec la République populaire de Chine à propos des problèmes de frontières qu'il a créées, Brejnev visite ses troupes. Mercredi il a assisté à un exercice militaire qui n'avait rien de défensif. Ces militaires, à ce qu'il paraît ont assuré Brejnev de leur vigilance pour défendre leur « patrie soviétique ».

Brejnev a « beaucoup apprécié l'interaction des tankistes et des fusilliers-mitrailleurs, des artilleurs, et des pilotes, des soldats qui servent les batteries de DCA, et leur maniement impeccable sur le terrain de la technique militaire ».

A notre connaissance, rien ne menace l'Union soviétique de ce côté-là, à si peu de kilomètres de la République populaire de Chine.

Cet exercice, alliant tanks et autres instruments, est un exercice offensif dirigé contre la Chine.

RHODÉSIE :
LE FRONT PATRIOTIQUE NE NÉGOCIERA
PAS AVEC IAN SMITH

Le « Front patriotique » du Zimbabwe a annoncé mercredi qu'il avait rejeté les propositions du Premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, en vue de négociations directes pour mettre fin à la guerre de guérilla.

« La guerre de libération doit se terminer par la victoire et la libération totale du peuple du Zimbabwe et de tous les Blancs trompés par Ian Smith » a fait valoir lors d'une interview le porte-parole de la ZAPU (Union du peuple africain du Zimbabwe, l'une des deux composantes du « Front »), M. Georges Silundika.

PALESTINE OCCUPÉE
GRÈVE DE LA COMPAGNIE
ISRAËLIENNE « EL AL »

Selon la direction de la société « Agrexco » qui s'occupe des exportations agricoles de l'État sioniste, la grève d'« El Al » fait perdre 100 millions de dollars par jour à cette même société.

Une grève sauvage avait été décidée mardi par le personnel. La direction y a répondu par la suspension des activités de la société.

En conséquence le personnel a décidé de rendre la situation intenable pour la direction en créant le maximum de confusion sur l'aéroport si bien que des denrées périssables se perdent et que des centaines de passagers attendent dans l'aéroport pour partir.

LES MOUVEMENTS SOCIAUX EN RFA

En dépit de la levée du lock-out, mercredi, 99 % des 146 000 métallos du Land du Bade-Wurtemberg, touchés par cette mesure n'ont pas repris le travail. Le syndicat de la branche « Ig Metall » a indiqué que la grève des 90 000 métallos, qui se poursuit depuis trois semaines, ne prendrait pas fin avant que les ouvriers syndiqués ne se soient prononcés sur l'accord conclu lundi matin entre les partenaires sociaux.

Le résultat de la consultation de la base qui a commencé mercredi après-midi ne sera connu que jeudi soir. Les observateurs s'attendent donc que la fin éventuelle de la grève ne puisse avoir lieu avant vendredi matin.

L'accord prévoit des augmentations de salaires de 5 % et des garanties d'emploi et de rémunération pour les salaires touchés par l'introduction de techniques nouvelles.

BARCELONE
INTOXICATION A L'AMIANTE

Un tiers des cent dix-neuf travailleurs d'une fabrique d'isolants située à Sentmenat (province de Barcelone) ont été intoxiqués par de la poussière d'amiante, apprend-on mercredi de source syndicale.

Les ouvriers, menacés d'une maladie pulmonaire grave semblable à la silicose, ont dû cesser toute activité.

L'entreprise « Érica », qui est détenue par des capitaux nord-américains, aurait respecté les normes de sécurité imposées en matière de taux de contamination par la législation espagnole. Ce taux est supérieur à celui en vigueur dans plusieurs autres pays européens.

« AIR-FRANCE » : PREMIER VOL
PARIS-HO CHI-MINH-VILLE

« Air-France » a inauguré mercredi sa première liaison Paris-Ho Chi-minh-Ville (ex-Saïgon).

Le vol sera hebdomadaire. Chaque mercredi, un « Boeing 747 » quittera l'aéroport de Roissy à 14 h 30 pour arriver à Ho Chi-minh-Ville à 16 h 35, heure locale le lendemain jeudi, apprend-on auprès de la compagnie. La liaison Ho Chi-minh-Ville-Hanoi est ensuite assurée par un vol « Air Vietnam », « provisoirement », déclare-t-on à « Air-France ».

Comité central du RPR

Chirac continue à crier

D'abord, une petite anecdote qui témoigne de l'amitié indéfectible qui unit Chaban, Chirac et Faure :

alors que Chaban parlait à l'Assemblée nationale, Chirac et Faure étaient absents. Ensuite, une autre petite

anecdote : alors que le Comité central du RPR était commencé, Chaban est arrivé un peu en retard.

Les menaces d'exclusion se sont faites encore un peu plus précises pour Chaban, notamment quand a été abordée l'élection des secrétaires fédéraux qui pouvaient être refusés par le Comité central et sur les impossibilités à cumuler tâches du gouvernement et tâches au sein des instances centrales du RPR.

Chirac a réaffirmé que c'est lui qui avait gagné les élections mais il a mis encore à nouveau en garde contre les tentatives de liquidation du RPR.

Deux désaccords avec Giscard et l'UDF : le problème de l'élection au scrutin proportionnel et l'Europe.

Chirac veut garder le mode de scrutin actuel ce qui le favorise et il veut une Europe confédérale.

Nouveau gouvernement

Pour information, nous donnons à nos lecteurs la liste des « nouveaux » ministres, de ceux qui partent et de ceux qui changent d'affectation :

LES NOUVEAUX MINISTRES :

Maurice PAPON (Budget) (RPR)
André GIRAUD (Industrie)
Joël Le THEULE (Transports) (RPR)
Jacques BARROT (Commerce et artisanat) (UDF-CDS)
Jean-François DENIAU (Commerce extérieur) (UDF-PR)
Jean-Philippe LECAT (Culture et communication)

LE NOUVEAU SECRÉTAIRE D'ÉTAT :

Maurice PLANTIER (Anciens combattants) (RPR)

CEUX QUI S'EN VONT :

Fernand ICART (PR). Était ministre de l'Équipement et de l'aménagement du Territoire
René HABY (UDF). Était ministre de l'Éducation.
André ROSSI (UDF-Rad.) Était ministre du commerce extérieur.

CEUX QUI CHANGENT D'AFFECTATION :

René MONORY (UDF-CDS). Passe de l'Industrie à l'Économie.
Robert BOULIN (RPR). Des Finances au Travail et à la Participation.
Christian BEULLAC. Du Travail à l'Éducation.



Chaban. A quand l'exclusion ?

Le vent pousse
le pétrole vers
les côtes, les îles
de Molène et
d'Ouessant
menacées

Le nettoyage des côtes avait permis de commencer à éliminer le pétrole des plages et des rochers, le vent qui depuis mercredi souffle sur la Manche du Nord-Est vers le Sud-Ouest à une vitesse de 50 km/h a rejeté d'importantes quantités de pétrole qui flottaient à la surface de l'eau sur les côtes. En de nombreux endroits, le nettoyage est donc à recommencer.

D'autre part, ces vents poussent le pétrole vers des zones qui jusqu'à présent avaient été épargnées par la marée noire. C'est le cas à Saint-Paul-de-Léon et à Carantec. Les plages de Trestaou et Trestignel sur la côte de granit rose sont également menacées. Des nappes de pétrole se dirigent vers les îles d'Ouessant et de Molène. Ces îles, situées à l'ouest de Brest, devraient être touchées si le vent continue à souffler.

Le COB (Centre océanologique de Bretagne) indique que des milliers de cadavres d'animaux couvraient la plage de Plestin-les-Grèves au sud-ouest de Lannion. Il s'agit notamment de cadavres d'oursins, de coques et d'autres mollusques. Cela s'explique par le fait que le pétrole brassé par la tempête pénètre facilement dans les sédiments au fond de la mer et provoque la mort des coquillages.

Ecoeuvrant, injuste,
scandaleuxAntonio Bellavita
reste en prison !

Mercredi soir, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rejeté la demande de mise en liberté provisoire demandée par les avocats d'Antonio Bellavita.

Le dossier n'est arrivé que mercredi matin et il était en italien, donc il faut le traduire. Donc on recommencera la semaine prochaine.

En attendant Bellavita reste en prison. Pourquoi ? Parce que la bourgeoisie

veut à tout prix le maintenir en prison comme un otage.

Rien ne justifie ce maintien en prison et Bellavita doit être libéré immédiatement. Quant

aux accusations portant sur « l'association de malfaiteurs » et de « complot subversif », elles seront jugées le 10 mai. On saura alors si Bellavita est extradé ou non. Cela a bien l'air de prendre le chemin de l'extradition.

Trois internationaux
suédois
ne veulent pas
aller en Argentine

Après Reynaldo, l'avant-centre de l'équipe brésilienne de football qui s'est prononcé publiquement pour la libération des détenus politiques au Brésil, et qui a été pour cela exclu de l'équipe nationale brésilienne, après le gardien de but de l'équipe nationale d'Allemagne de l'Ouest, Maier, qui a déclaré « Il faut faire quelque chose si des innocents sont actuellement emprisonnés en Argentine », trois internationaux suédois viennent d'annoncer leur refus de participer à la coupe du monde de football en Argentine.